

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur  
le contrôle des habitants et la loi sur l'imposition  
des véhicules automobiles et des remorques**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques.

## 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

### 1.1 Motion Georges Emery

Par motion déposée le 19 juin et développée le 22 juin 2001, le député Georges Emery a demandé que la loi sur le contrôle des habitants soit modifiée en ce sens que les communes soient tenues d'inscrire au contrôle des habitants la qualité de «détenteur d'un véhicule à moteur» et de communiquer les données y relatives à l'Office de la circulation et de la navigation (OCN).

A l'appui de sa motion, le député Emery relevait que certaines communes envoient à l'OCN une copie du feuillet «Déclaration d'arrivée» lors de l'enregistrement de tout nouvel habitant. D'autres communes, en revanche, ne transmettent rien à l'OCN parce qu'elles estiment qu'en l'absence d'une base légale, elles n'ont pas le droit de le faire. Pour sa part, l'Autorité de surveillance en matière de protection des données critique la pratique actuelle, qui ne repose pas sur une base légale et comporte la communication de données que l'OCN n'a pas besoin de connaître.

En conséquence, le motionnaire a demandé la création de dispositions légales devant permettre à toutes les communes de transmettre à l'OCN les informations dont cet Office a besoin au sujet des détenteurs de véhicules. Il ajoutait que les communes avaient avantage à communiquer ces informations à l'OCN, puisqu'elles reçoivent 30 % du produit de l'impôt sur les véhicules, dont la perception incombe à l'OCN.

Le motionnaire a proposé de modifier la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (ci-après : LCH), par un projet entièrement rédigé, de la façon suivante :

**«Art. 7 let. m (nouvelle)**

[<sup>1</sup> La déclaration d'arrivée porte sur :]

m) la qualité de détenteur d'un véhicule à moteur

**Art. 16 al. 1 let. c (nouvelle)**

[Le préposé communique d'office :]

c) à l'Office de la circulation et de la navigation, le nom, prénom et adresse de tout nouvel habitant détenteur d'un véhicule à moteur ; le cas échéant, cette communication pourrait se faire par voie d'appel».

Le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable à l'idée de régler clairement la communication, par les communes à l'OCN, des données relatives aux détenteurs de véhicules à moteur. Cette communication doit permettre à l'OCN d'une part de remplir ses tâches en matière d'admission des véhicules à la circulation routière, et d'autre part, de percevoir l'impôt sur les véhicules. Or, à plusieurs reprises, des lacunes ont été constatées à cet égard, dues au fait que les détenteurs de véhicules eux-mêmes, aux-

quels incombe en soi l'obligation d'annoncer à l'OCN tout changement de domicile, ne s'acquittent pas de cette obligation. Il en résulte, en plus de problèmes administratifs, une perte fiscale pour l'Etat et les communes.

Cela dit, le Conseil d'Etat a fait deux réserves qui concernent d'une part la nécessité de prévoir une procédure d'appel et, d'autre part, le maintien de l'obligation, dans la loi sur l'imposition des véhicules, d'annoncer à l'OCN tout changement de domicile. Il a indiqué qu'un contre-projet serait préparé si la motion était prise en considération.

Le Grand Conseil a pris en considération cette motion le 19 mars 2002.

### 1.2 Contre-projet proposé par le Conseil d'Etat

Comme annoncé, le Conseil d'Etat propose de donner à la motion Georges Emery la suite qu'elle comporte en présentant un contre-projet. Sur le fond, ce projet correspond à ce qu'a demandé le député Georges Emery, sauf qu'il renonce à indiquer, dans la loi, la possibilité d'instaurer une procédure d'appel, et qu'il ancre le système de communication dans la loi spéciale, c'est-à-dire dans la loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (ci-après: LIVA). Par ailleurs, eu égard à la spécificité de la donnée relative à la détention d'un véhicule automobile, le projet prévoit que celle-ci figure dans la déclaration d'arrivée, mais ne soit pas enregistrée, par la suite dans le contrôle des habitants comme tel (cf. art. 7 let. m et 13 al. 1 let. b LCH tels que proposés). Le contenu de la communication est quant à lui fixé à l'article 13 LIVA, dans la teneur proposée, de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques.

### 1.3 Incidences

L'acceptation du projet n'entraînera pas de charge supplémentaire pour l'Etat. Elle devrait même donner lieu à une certaine augmentation du produit de l'impôt sur les véhicules, qu'il n'est cependant pas possible de chiffrer. Le projet n'a pas de conséquences en matière de personnel.

Le projet respecte les critères de répartition des tâches entre l'Etat et les communes et va dans le sens d'une meilleure collaboration entre les communes et l'Etat. Il améliorera l'application de l'imposition fiscale des véhicules à moteur, dans l'intérêt des deux collectivités. Cela dit, la récolte et la communication, par le contrôle des habitants des communes, de la donnée relative à la détention d'un véhicule à moteur ne devraient pas engendrer des coûts administratifs notables.

Pour le reste, le projet n'a pas de lien direct avec le droit communautaire, ni avec des conventions ou recommandations du Conseil de l'Europe ou d'autres organisations européennes.

## 2. BREF COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

### Art. 1 Contrôle des habitants

Le projet modifie d'abord la loi sur le contrôle des habitants en y introduisant, à l'article 7, la mention de la qualité de détenteur de véhicule automobile (let. m, nouvelle). Le préposé communal au contrôle des habitants

(ci-après: le préposé communal) recueillera donc cette information dans le cadre de la déclaration d'arrivée, en vue de la communiquer à l'OCN.

Comme indiqué ci-dessus, l'information concernant la qualité de détenteur ne sera pas inscrite dans le contrôle des habitants. C'est ce que précise la nouvelle version de l'article 13 al. 1 let. b LCH, en limitant l'inscription dans le registre aux domaines énumérés sous let. a à 1 de l'article 7 LCH.

A remarquer que la qualité de détenteur d'un véhicule automobile est définie par la législation sur la circulation routière (cf. art. 78 OAC : est détenteur, notamment, celui qui possède effectivement et durablement le pouvoir de disposer du véhicule et qui l'utilise ou le fait utiliser à ses frais ou dans son propre intérêt).

La qualité de détenteur d'un véhicule automobile concernera aussi les ressortissants étrangers inscrits au contrôle des habitants étrangers (cf. art. 26 al. 1 de la loi sur le contrôle des habitants). Le contrôle des habitants recevra cette information du Service de la population et des migrants au début de la procédure d'autorisation.

#### **Art. 2 Imposition des véhicules automobiles et des remorques**

La loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques est modifiée à son article 13. Cet article règle d'une part la communication d'office et systématique, à l'OCN, de certaines données nécessaires concernant les détenteurs de véhicules automobiles qui s'établissent dans la commune (cf. art. 13 al. 1 let. a LIVA) et, d'autre part, la communication, à l'OCN, du changement d'adresse dans la commune (cf. art. 13 al. 1 let. b LIVA). En ce sens, il constitue une base légale au sens de l'article 10 al. 1 de la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données. En pratique, le préposé communal devra communiquer sans frais, au moins tous les 15 jours, ces informations selon une forme appropriée (envoi d'avis de mutation, ...) qui sera agréée par l'OCN (cf. art. 13 al. 2 LIVA).

L'article 13 al. 3 LIVA rappelle, en la réservant, l'obligation incombant au détenteur en application de l'article 74 al. 5 OAC. Cette annonce permet à l'OCN d'inscrire dans le permis de circulation les mutations effectuées.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi.

### **BOTSCHAFT Nr. 66** 29. April 2003 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes** **über die Einwohnerkontrolle und des Gesetzes** **über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und** **Anhänger**

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle und des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger.

#### **1. ALLGEMEINES**

##### **1.1 Motion Georges Emery**

Mit einer am 19. Juni eingereichten und am 22. Juni 2001 begründeten Motion beantragte Grossrat Georges Emery

eine Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle in dem Sinne, dass die Gemeinden verpflichtet werden sollen, in die Einwohnerkontrolle die Angabe «Motorfahrzeughalter» einzutragen, wenn dies auf die betreffende Person zutrifft, und dem Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASS) alle diesbezüglichen Daten mitzuteilen.

Zur Bekräftigung seiner Motion hob Grossrat Emery hervor, dass gewisse Gemeinden bei der Eintragung eines neuen Einwohners dem ASS eine Kopie des Blattes «Ankunftserklärung» zustellen, andere hingegen darauf verzichten, da sie der Ansicht sind, diese Vorgehensweise sei mangels einer gesetzlichen Grundlage nicht zulässig. Die Aufsichtskommission im Bereich des Datenschutzes ihrerseits beanstandet die heutige Praxis, die auf keiner gesetzlichen Grundlage beruht und dazu führt, dass dem ASS Daten mitgeteilt werden, die diese Behörde nicht zu kennen braucht.

Demzufolge beantragte der Motionär die Schaffung gesetzlicher Bestimmungen, damit alle Gemeinden dem ASS die erforderlichen Angaben über die Fahrzeughalter übermitteln können. Er fügte hinzu, dass die Mitteilung dieser Informationen an das ASS für die Gemeinden von Vorteil ist, da diese 30 % des Ertrages der vom ASS zu erhebenden Motorfahrzeugsteuer erhalten.

Der Motionär schlug die Änderung des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle gemäss folgendem vollständig ausformulierten Entwurf vor:

#### **«Art. 7 Bst. m (neu)**

[<sup>1</sup> Die Ankunftserklärung enthält folgende Angaben:]

m) die Motorfahrzeughaltereigenschaft.

#### **Art. 16 Abs. 1 Bst. c (neu)**

[Der Vorsteher übermittelt von Amtes wegen:]

c) dem Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt Namen, Vornamen und Adresse jedes neuen Einwohners, der Motorfahrzeughalter ist; gegebenenfalls kann diese Mitteilung über Abruf erfolgen.»

Der Staatsrat hat eine klare Regelung der Mitteilung von Daten bezüglich Motorfahrzeughaltern durch die Gemeinden an das ASS befürwortet. Diese Mitteilung – die voraussetzt, dass Motorfahrzeughalter in der Einwohnerkontrolle mit einem entsprechenden Vermerk eingetragen sind – sollte dem ASS einerseits ermöglichen, seine Aufgaben im Bereich der Zulassung von Fahrzeugen zum Strassenverkehr wahrzunehmen und andererseits, die Motorfahrzeugsteuer zu erheben. Diesbezüglich ist mehrfach festgestellt worden, dass die Fahrzeughalter der an sich ihnen obliegenden Verpflichtung, dem ASS jeden Wohnsitzwechsel mitzuteilen, nicht nachgekommen sind. Dies hat, zusätzlich zum administrativen Aufwand, für den Staat und die Gemeinden Steuerverluste zur Folge.

Der Staatsrat hat aber hinsichtlich der Notwendigkeit der Einführung eines Abrufverfahrens einerseits und der Beibehaltung der im Gesetz über die Besteuerung der Fahrzeuge verankerten Verpflichtung zur Meldung jedes Wohnsitzwechsels beim ASS andererseits Vorbehalte angebracht. Er hat erklärt, dass er im Falle der Erheblicherklärung der Motion einen Gegenvorschlag vorlegen werde.

Der Grosse Rat hat diese Motion am 19. März 2002 erheblich erklärt.

## 1.2 Gegenvorschlag des Staatsrats

Wie angekündigt, beantragt der Staatsrat mit seinem Gegenvorschlag, der Motion Georges Emery Folge zu geben. Im Wesentlichen entspricht dieser Gegenvorschlag den Anliegen des Motionärs. Er verzichtet jedoch auf die Einführung eines Abrufverfahrens und sieht vor, die Mitteilungsverpflichtung im Spezialgesetz, nämlich im Gesetz über die Besteuerung von Motorfahrzeugen und Anhängern, zu verankern.

## 1.3 Auswirkungen

Die Annahme des Gegenvorschlags wird für den Staat keine zusätzlichen finanziellen Lasten zur Folge haben. Es sollte sogar eine Verbesserung der Ertragslage der Fahrzeugsteuereinnahmen eintreten, die aber nicht beziffert werden kann. Der Gegenvorschlag hat auch in personeller Hinsicht keine Folgen.

Der Gegenvorschlag erfolgt in Beachtung der Kriterien der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und geht in Richtung einer besseren Zusammenarbeit von Gemeinden und Staat. Er wird die Durchführung der Besteuerung der Motorfahrzeuge erleichtern, was im Interesse beider Gemeinwesen liegt. Auch die administrativen Kosten für die Einführung der neuen Angabe hinsichtlich der Motorfahrzeughalter werden namentlich in Gemeinden, welche über eine informatisierte Einwohnerkontrolle verfügen, voraussichtlich gering sein.

Ferner hat der Gegenentwurf keinen unmittelbaren Zusammenhang mit dem Gemeinschaftsrecht und auch nicht mit den Konventionen und Empfehlungen des Europarates oder anderer europäischer Organisationen.

## 2. KURZE ERLÄUTERUNG DER BESTIMMUNGEN

### Art. 1 *Einwohnerkontrolle*

Der Gegenvorschlag führt zunächst zu einer Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle. In Artikel 7 soll eingeführt werden, dass die Ankunftserklärung auch einen Vermerk über die Motorfahrzeughaltereigenschaft der betreffenden Person enthalten soll. Der Vorsteher der Einwohnerkontrolle (der Vorsteher) wird diese Information bei Ankunft jeder Person, die sich neu in der Gemeinde niederlässt und die obligatorische Ankunftserklärung ausgefüllt hat, einzutragen haben. Diese Angabe sollte unter dem (neuen) Buchstaben <sup>i</sup>bis des Artikels 7 des Gesetzes aufgeführt sein. Der Vorsteher wird die neu zugezogene Person auf ihre Verpflichtung nach Artikel 74 Abs. 5 der Verordnung vom 27. Oktober 1976 über die Zulassung von Personen und Fahrzeugen zum Strassen-

verkehr (VZV, SR 741.51) aufmerksam machen können. Diese hierzu erforderlichen Angaben könnten den Gemeinden durch das ASS mitgeteilt werden.

Anzumerken ist, dass die Fahrzeughaltereigenschaft in der Strassenverkehrsgesetzgebung definiert ist (vgl. Art. 78 VZV: Als Halter gilt namentlich, wer die tatsächliche und dauernde Verfügungsgewalt über das Fahrzeug besitzt und es in seinem Interesse oder auf seine Kosten gebraucht oder gebrauchen lässt).

Die Tatsache, dass eine Person Inhaberin eines Motorfahrzeugs ist, betrifft auch die ausländischen Staatsangehörigen, die im Register der ausländischen Einwohner (Art. 26 Abs. 1 des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle) eingetragen sind. Die Einwohnerkontrolle wird diese Information zu Beginn des Bewilligungsverfahrens vom Amt für Bevölkerung und Migration erhalten. Bei einem allfälligen Wohnsitzwechsel wird die neue Wohnsitzgemeinde durch die Mutationsanzeige der alten Gemeinde informiert werden.

### Art. 2 *Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger*

Das Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger erfährt eine Änderung in Artikel 13. Diese Bestimmung schreibt einerseits vor, dass dem ASS von Amtes wegen und systematisch gewisse notwendige Angaben hinsichtlich Motorfahrzeughaltern, die sich in der Gemeinde niederlassen, gemacht werden müssen (vgl. Art. 13 Abs. 1 Bst. a) und andererseits, dass dem ASS jede Adressänderung innerhalb der Gemeinde mitzuteilen ist (vgl. Art. 13 Abs. 1 Bst. b). Er stellt in diesem Sinne eine gesetzliche Grundlage dar, wie sie in Artikel 10 Abs. 1 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz gefordert wird. Auf praktischer Ebene soll der Vorsteher der Einwohnerkontrolle gehalten sein, diese Informationen mindestens alle 15 Tage kostenlos und in geeigneter, vom ASS genehmigter Form (Änderungsanzeigen ...) weiterzuleiten (vgl. Art. 13 Abs. 2).

Artikel 13 Abs. 3 setzt einen Vorbehalt hinsichtlich der in Artikel 74 Abs. 5 VZV enthaltenen Verpflichtung des Fahrzeughalters. Anhand der Mitteilung wird die Behörde in der Lage sein, jede erfolgte Änderung in den Fahrzeugausweis einzutragen. Gegebenenfalls wird das ASS den Fahrzeughalter bei dieser Gelegenheit auf seine Verpflichtungen nach der Gesetzgebung über die Einwohnerkontrolle hinweisen können.

Wir beantragen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

**Loi**

*du*

**modifiant la loi sur le contrôle des habitants et la loi  
sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 29 avril 2003;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1** Contrôle des habitants

La loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 7 let. m (nouvelle)**

[La déclaration d'arrivée porte sur:]

m) la qualité de détenteur d'un véhicule automobile.

**Art. 13 al. 1 let. b**

[<sup>1</sup> Le préposé au contrôle des habitants (ci-après: le préposé) a les attributions suivantes:]

b) il tient un contrôle des habitants dans lequel sont inscrites, pour toutes les personnes établies ou en séjour dans la commune, les données énumérées à l'article 7 let. a à l.

**Art. 2** Imposition des véhicules automobiles et des remorques

La loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1) est modifiée comme il suit:

**Gesetz**

*vom*

**zur Änderung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle  
und des Gesetzes über die Besteuerung  
von Motorfahrzeugen und Anhängern**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Botschaft des Staatsrats vom 29. April 2003;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1** Einwohnerkontrolle

Das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 7 Bst. i<sup>bis</sup> (neu)**

[Die Ankunftserklärung enthält folgende Angaben:]

i<sup>bis</sup>) die Eigenschaft als Motorfahrzeughalter;

**Art. 13 Abs. 1 Bst. b**

[<sup>1</sup> Der Vorsteher der Einwohnerkontrolle (nachstehend: der Vorsteher) hat folgende Befugnisse:]

b) er führt eine Einwohnerkontrolle, in welcher für alle Niedergelassenen und Aufenthalter in der Gemeinde die in Artikel 7 Bst. a bis 1 aufgezählten Angaben eingeschrieben sind.

**Art. 2** Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger

Das Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 13**    Changement de domicile

<sup>1</sup> Le préposé au contrôle des habitants communique d'office à l'Office de la circulation et de la navigation:

- a) les nom, prénom, date de naissance, origine, adresse et date d'arrivée de tout nouvel habitant établi, détenteur d'un véhicule automobile;
- b) le changement d'adresse de ce détenteur dans la commune.

<sup>2</sup> La communication est faite dans un délai de quinze jours, sous une forme approuvée par l'Office de la circulation et de la navigation.

<sup>3</sup> L'obligation, pour le détenteur, de se présenter à l'Office de la circulation et de la navigation pour l'inscription du changement de domicile sur le permis de circulation est régie par le droit fédéral.

**Art. 3**    Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 13**    Wohnsitzwechsel

<sup>1</sup> Der Vorsteher der Einwohnerkontrolle teilt dem Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt von Amtes wegen mit:

- a) den Namen, den Vornamen, das Geburtsdatum, den Heimatort, die Adresse und das Datum der Ankunft jedes neuen Einwohners, der sich in der Gemeinde niederlässt und Motorfahrzeughalter ist;
- b) die Änderung der Adresse dieses Motorfahrzeughalters innerhalb der Gemeinde.

<sup>2</sup> Die Mitteilung erfolgt innert einer Frist von fünfzehn Tagen in einer vom Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt genehmigten Form.

<sup>3</sup> Die Verpflichtung des Fahrzeughalters, beim Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt vorzusprechen, um den Wohnsitzwechsel im Fahrzeugausweis eintragen zu lassen, richtet sich nach Bundesrecht.

**Art. 3**    Inkrafttreten

Der Staatsrat setzt das Datum des Inkrafttretens fest.